

ALGER OU LA DÉSUNION AFRO-ASIATIQUE

Aux premières heures du mardi 2 novembre 1965, on annonçait l'ajournement *sine die* de la deuxième conférence des chefs d'Etat afro-asiatiques. Dans Alger, capitale de la « nation prolétaire » par excellence et regardée, depuis les derniers jours de 1964, comme « le carrefour du Tiers Monde » (1), assistait-on, en ce jour des Morts, à « la fin de l'ère de Bandoung » (2) ? Dans les rues, où claquaient tant de drapeaux neufs et où les défilés militaires venaient de commémorer le onzième anniversaire de la Révolution, qui donc s'attardait encore à penser à la conférence perdue ? Depuis le 19 juin, y avait-il encore quelqu'un pour croire à la poursuite d'une ombre ? M. Bouleflika y croyait-il quand, à Paris, il demandait à un gouvernement français sceptique, de convaincre les dirigeants de l'Afrique francophone de la nécessité de se rendre à Alger ? Y croyait-il quand il affirmait, le 21 juin : « Des informations diffusées à travers le monde tentent de compromettre le succès de cette réunion historique qui porte en elle les meilleurs espoirs des pays du Tiers Monde » (3) ? Et même si, après le 29 juin, il fit tout pour que l'Algérie ne fût pas tenue pour responsable de l'échec du sommet afro-asiatique, croyait-il au succès des démarches de ses émissaires auprès des chefs d'Etat d'Afrique et d'Asie (4) ?

Il n'empêche qu'on peut se demander quelle est la part d'Alger dans le déroulement des événements — autrement dit dans le choix d'Alger comme siège du sommet projeté, dans les ajournements successifs et dans l'ajournement final ? Faut-il suivre S. Malley lorsqu'il affirme : « Le point de vue du Gouvernement d'Alger a représenté un facteur décisif, ce qui explique et l'insistance chinoise à tenir la conférence à la date prévue, et l'évolution de la position de Pékin en quatre mois » (5).

Qu'Ahmed Ben Bella ait attaché une valeur symbolique au choix d'Alger comme siège de la deuxième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement afro-asiatiques, qu'il y ait vu la consécration de l'Algérie comme l'une des nations pilotes du Tiers Monde et qu'en même temps, il ait jugé que le parrainage de ce deuxième « sommet » conférerait à son propre régime un lustre capable de rejeter dans l'ombre les oppositions, — voire de les réduire à l'impuissance, voilà qui n'est guère douteux. Les combattants du F.L.N. avaient été honorés à Bandoung et leurs représentants

(1) *Révolution Africaine*, 5 juin 1965.

(2) *Times*, 3 novembre 1965.

(3) *Révolution Africaine*, 26 juin 1965.

(4) *Ibid.*, 4 septembre 1965.

(5) *Ibid.*, 14 novembre 1965.

présents à titre d'observateurs, y avaient été acclamés. Dix ans plus tard, la capitale du seul pays d'Afrique à avoir conquis l'indépendance de haute lutte, la ville qui aspirait, à côté de Dar-es-Salaam et, peut-être, avec plus de justification que la capitale tanzanienne, à héberger et à conseiller les mouvements de libération, comme à instruire « les soldats de la liberté » des pays encore dominés, tenait à préparer, pour ce vaste rassemblement, un accueil digne des 60 nations qui eussent dû y participer.

*
**

La décision de célébrer solennellement le dixième anniversaire de Bandoung avait été arrêtée à Djakkarta, à l'issue de la réunion préparatoire qui se déroula du 10 au 16 avril 1964, sur l'invitation du Dr. Subandrio, ministre des Affaires étrangères du gouvernement indonésien, et à laquelle avaient assisté les représentants de 13 pays d'Asie et de 9 pays d'Afrique (6). Le communiqué final fixait au 10 mars 1965 la conférence qui se tiendrait en Afrique et laissait à l'O.U.A. le soin de désigner le pays qui l'accueillerait. Une conférence des Ministres des Affaires étrangères précéderait le sommet proprement dit. Les invitations devraient s'adresser : 1) aux 29 pays qui étaient à Bandoung; 2) aux pays africains membres de l'O.U.A.; 3) aux pays qui accèderaient à l'indépendance entre avril 1964 et mars 1965; 4) à la Mongolie, aux deux Corées, à Chypre, à Koweït, au Samoa occidental, et au G.R.A.E. (7). En outre, pourraient y assister et s'y faire entendre des représentants des mouvements nationalistes des pays encore dépendants d'Asie et d'Afrique. Mais le *consensus* (8) ne fut atteint ni sur la question de la participation de l'U.R.S.S., ni sur celle de la participation de la Malaisie. Un Comité Permanent de 15 membres eut pour tâche de préparer le futur « sommet » et notamment de lancer les invitations. Il prit acte de l'acceptation par l'O.U.A. de la candidature d'Alger comme siège de la conférence; mais au cours des sept réunions qu'il tint jusqu'au 19 juin 1965 (9), il ne résolut aucune des questions laissées ouvertes à Djakkarta. Si le représentant de l'Inde avait alors proposé d'inviter la Malaisie, le 31 mai suivant, le gouvernement chinois faisait savoir que l'U.R.S.S. n'avait pas qualité pour participer à la conférence d'Alger. Elle n'était ni une puissance afro-asiatique, ni un pays sous-développé et n'avait jamais été colonisée. On put espérer un instant esquiver l'obstacle. Au début d'août, en effet, le gouvernement soviétique faisait tenir à tous les gouvernements afro-asiatiques une note spécifiant que si la participation de l'U.R.S.S. à la conférence devait être une source d'embarras pour eux, il ne tenterait pas d'arracher une invitation. Pourtant, en avril 1965, un de ses envoyés en discutait avec le président Ben Bella et le 20, le gouvernement algérien annonçait qu'il reviendrait à la Conférence des Ministres des Affaires étrangères de se prononcer sur la participation de l'U.R.S.S. et sur celle de la Malaisie. Dès le 9 juin, le président Shastri s'était déclaré favorable à l'une

(6) Les pays africains étaient les suivants : Algérie, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Guinée, Libéria, Maroc, R.A.U., R.U. du Tanganyika et Zanzibar.

(7) Gouvernement révolutionnaire angolais en exil (Président : Holden Roberto).

(8) Accord très large réalisé après débats, mais sans qu'il soit procédé à un vote.

(9) C'est le 7 juin qu'après 7 sessions, il déclara ses travaux terminés.

comme à l'autre, suivi aussitôt par l'Iraq, la Jordanie, la Syrie et la Turquie. Mais le 18, la Chine y mettait un veto absolu. Intransigeance gênante assurément, mais non pas surprenante. En effet, au cours des cérémonies qui, du 17 au 19 avril 1965, célébrèrent, en Indonésie même, le dixième anniversaire de Bandoung, l'absence de la Malaisie et la présence du Nord-Vietnam, de la Corée du Nord et du Cambodge, et plus encore les déclarations de Chou En Lai et de Sukarno, pouvaient faire prévoir un raidissement chinois. Après avoir déclaré d'entrée de jeu que l'union du Tiers Monde était de plus en plus nécessaire pour écraser les desseins impérialistes d'agression et de guerre, le Premier Ministre chinois annonçait que la Chine ne demandait plus de siège à l'O.N.U. et envisageait la création d'une nouvelle institution mondiale « progressiste et révolutionnaire ». Et le Premier indonésien lui faisait écho, les 18 et 19 avril, en exhortant les pays afro-asiatiques à rejeter toute assistance impérialiste, même si la solution des problèmes du développement en était rendue « cent fois plus difficile », et en leur dévoilant son projet de réunir, en 1965, une « conférence des nouvelles forces montantes », où se côtoieraient les pays communistes, les forces progressistes de l'Occident et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'intervention du Ministre des Affaires étrangères pakistanais, M. Bhutto, en faveur de l'O.N.U., ne semble pas avoir eu beaucoup de portée et le rejet de la coexistence pacifique se confirma avec le refus d'accorder la parole aux délégués du Japon, de la Thaïlande et de la Tunisie, pourtant invités. Tout cela était dans la ligne de la résolution finale du Séminaire économique afro-asiatique qui avait déjà spécifié que les décisions des 35 pays, dont les délégués avaient travaillé à Alger du 22 au 28 février 1965, entendaient « n'avoir aucun lien avec celles des organisations dépendant de l'O.N.U. » (10). Il est vrai que bien des Africains n'avaient pas accepté sans réticence ce qui revenait à une condamnation de l'O.N.U.

Les nuances entre Africains, même révolutionnaires, d'une part, et Indonésiens et Chinois de l'autre, s'accrochèrent à Winneba, au cours de la 4^e Conférence de solidarité afro-asiatique (10-16 mai 1965). En présence de quelque 300 délégués de 70 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, l'Indonésie, la Chine et leurs clients asiatiques, rejetaient la candidature de la Malaisie au Conseil de Solidarité afro-asiatique, et lançaient de vives attaques contre l'O.N.U., accusée d'avoir été transformée par les Etats-Unis en un instrument destiné à « frustrer et à détruire les mouvements de libération ». Mais le président Nkrumah lui-même n'en adjurait pas moins Indonésiens et Malais d'organiser une Table Ronde pour régler pacifiquement leurs différends.

Pourtant, au début de 1965, les divergences, qui séparaient la Chine et ses clients de la plupart des autres pays du Tiers Monde, ne paraissaient pas de nature à porter un coup fatal à la conférence projetée, même si elles

(10) L'objectif chinois, déjà révélé en 1964, par le Chef du P.C. indonésien, M. Aidit, et explicité par le Gouverneur de la Banque centrale de Chine, M. Nan Han Tchen, dans l'exposé qu'il fit devant le Séminaire économique afro-asiatique d'Alger, en février 1965, était l'encerclement des pays capitalistes et industriels — et d'abord des Etats-Unis, par les pays agricoles et révolutionnaires. La conférence d'Alger eût dû marquer une étape importante dans la lutte révolutionnaire sous la direction de la Chine populaire.

risquaient de démontrer que l'afro-asiatisme des grandes batailles anti-colonialistes n'était plus guère, pour les uns, qu'un *leit-motiv* plus ou moins passionnel, pour les autres, qu'un mot d'ordre propre à rameuter les nations prolétaires contre les pays nantis. Sans doute, ce deuxième « sommet » jouait-il déjà de malheur, puisque les préparatifs, fort ambitieux et fort coûteux (11), entrepris par le Gouvernement algérien, butèrent à deux reprises sur des grèves et qu'il fallut chaque fois l'ajourner. Le 24 janvier, il était reporté au 20 mai; le 8 février, il l'était au 29 juin, les Ministres des Affaires étrangères devant se réunir le 25. Toutefois, Chinois et Algériens semblaient également désireux de tenir la conférence. On put parler de l'identité de vues qui s'était dégagée des entretiens Ben Bella-Chou En-lai, qui eurent lieu entre le 30 mars et le 1^{er} avril. Il est vrai qu'on peut se demander si la question de la participation de l'U.R.S.S. y fut évoquée ou si le Président algérien ne laissa pas entendre qu'au fond, il n'y était guère favorable — s'il faut en croire les déclarations reproduites par S. Malley (12). En tout cas, dès le mois de mai, Pékin avait clairement indiqué à Mohamed Yazid, l'envoyé de Ben Bella, que la Chine boycotterait la conférence, si l'U.R.S.S. y était conviée.

Le « deuxième Bandoung » se révélait donc, de plus en plus comme un « casse-tête pour la diplomatie algérienne » (13), car si l'Algérie voulait sa conférence, elle ne voulait pas que celle-ci mit en lumière les divergences du Tiers Monde et si certains Algériens eussent volontiers admis l'absence des éléments réformistes ou de l'U.R.S.S., beaucoup d'autres souhaitaient leur présence pour contrebalancer l'influence chinoise. Aussi non seulement voulaient-ils élargir la conférence à l'Amérique latine, mais encore tenaient-ils à avoir la participation des pays de l'O.C.A.M. et la présence du roi du Maroc. C'est pourquoi Yazid, devenu ambassadeur itinérant du gouvernement algérien, et Abdellaoui, ambassadeur d'Algérie en Côte d'Ivoire, furent chargés de convaincre ceux qui craignaient d'avoir à prendre parti dans la querelle idéologique sino-soviétique et d'être, bon gré mal gré, conduits à définir une politique qui n'avait plus grand chose à voir avec le neutralisme de Bandoung et moins encore avec le non-alignement de Belgrade. Car il était évident que les débats seraient dominés par le différend entre la Chine et l'U.R.S.S., même si cette dernière était évincée de la conférence. A la veille de l'échéance, si souvent reculée, chacun savait en effet que s'il avait lieu en juin, ce « deuxième Bandoung » serait le couronnement de plusieurs années de pression, de la part de la Chine et de son fidèle second, l'Indonésie, pour liquider les conceptions définies à Belgrade en 1961, puis au Caire en 1964, et revenir à un afro-asiatisme dans la ligne des Conférences de Solidarité et où le modèle chinois et les leçons de Mao-Tsé-Toung seraient substitués à la notion de coexistence pacifique, admise par la plupart des pays d'Afrique et prônée par l'U.R.S.S.

Dominé par la peur de la guerre nucléaire, le premier Bandoung, dernier triomphe de Nehru, avait vu l'affirmation d'une commune volonté de paix.

(11) Il aurait coûté 12 millions (*Orient*, n° 36, 4^e trim. 1965, article de M. HAÏKAL, trad. d'*Al-Ahram*, 5 nov. 1965).

(12) S. MALLEY in *Jeune Afrique* (14 novembre 1965) : « Leçons et raisons d'une conférence manquée ».

(13) *L'Observateur du Moyen Orient et de l'Afrique* (28 mai 1965).

Mais, avant même et surtout depuis la mort du Premier Ministre indien, le conflit qui opposait l'Inde, aussi bien à la Chine populaire qu'au Pakistan, avait singulièrement affaibli le rayonnement du pays qui avait été l'apôtre de la non-violence. A l'effacement de l'Inde avait répondu la montée de la Chine. Alors qu'à Bandoung, Chou En-lai, admis pour la première fois dans une grande réunion internationale, avait été tout souplesse et esprit de conciliation, à la veille d'Alger, devenue puissance atomique, et non plus forte seulement de la masse énorme de sa population, la Chine, épaulée par l'Indonésie, entendait mener le Tiers Monde à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, sans ménagement pour l'Inde de Shastri de plus en plus dépendante de l'aide occidentale et des complaisances de l'U.R.S.S., sans ménagement non plus pour cette dernière. Le *Quotidien du Peuple* (14) en effet ne faisait pas mystère de la volonté chinoise de discréditer auprès du Tiers Monde un pays européen qui tenait des Asiatiques sous sa domination et se faisait complice des Etats-Unis pour écraser la guerre de libération du Vietnam. Conscients désormais qu'en leur absence, les Chinois transformeraient la conférence en un forum anti-soviétique, les Russes, abandonnant l'idée d'une abstention éventuelle, cherchèrent à y être admis. Fort habilement, ils prirent des Ouzbeks comme porte-parole et, tout en évitant de répliquer aux attaques chinoises afin de ne rien faire qui pût affaiblir la solidarité afro-asiatique, ils laissèrent entendre, malgré le soutien quelque peu embarrassant de la Turquie, que ceux qui cherchaient à les écarter de la conférence se faisaient les instruments des Occidentaux. Ils profitèrent aussi de la présence de leur vice-ministre des Affaires étrangères, Malik, au sein de la Commission de l'O.N.U. sur le colonialisme, pour contrebattre les effets de la visite de Chou En-lai en Tanzanie (15). Les revendications de l'U.R.S.S. furent d'ailleurs formulées avec tant d'adresse qu'elles lui donnaient la possibilité de se retirer à la dernière heure — pour sauver la conférence, laissant ainsi chacun libre d'apprécier à quel point l'intransigeance chinoise frustrait les vœux de la majorité qui s'était prononcée en faveur de la participation soviétique (16). Car à la mi-juin, la plupart des Etats, et en particulier les africains, souhaitaient cette participation. Mais ils insistaient pour écarter la discussion des conflits bilatéraux : Chine-U.R.S.S., Inde-Pakistan, Inde-Chine, Indonésie-Malaisie, pour empêcher l'Indonésie de dénoncer l'O.N.U. et pour inviter le Secrétaire général de l'Organisation internationale qui saisisrait sans doute l'occasion de discuter avec les Chinois du problème vietnamien (17).

Ainsi parmi les Grands de Bandoung, s'affirmaient de plus en plus nettement les dissonances, sinon l'opposition, entre les partisans d'un afro-asiatisme révolutionnaire et anti-occidental et même anti-soviétique, et ceux du non-alignement. Les deux protagonistes du premier étaient la Chine populaire et son alliée inconditionnelle, l'Indonésie, qui recevait de son puissant voisin un soutien total dans sa lutte contre la Malaisie, « invention de l'impérialisme

(14) Voir notamment l'art. du 14 juin 1965.

(15) Ils trouvèrent en l'occurrence un allié de choix en la personne de M. KENYATTA. Alerté par la déclaration du Premier Chinois sur la situation révolutionnaire existant en Afrique orientale, le Premier kényen fit savoir son attachement au 4^e principe de Bandoung — celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

(16) Voir *Economist*, 19-25 juin 1965.

(17) Le 4 juin, on annonçait de l'O.N.U. que M. Thant assisterait à la conférence.

britannique ». En face d'elles, l'Inde et l'Égypte. Mais la première se trouvait en porte-à-faux, en raison de ses conflits avec deux puissances afro-asiatiques, de sorte que l'avocat le plus sincère du non-alignement était le président Nasser, qui tenait à garder d'excellentes relations avec l'U.R.S.S., sans pour autant s'aliéner la Chine et qui n'avait jamais dissimulé ses préférences pour une conférence des pays non-alignés, ni son désir, lorsque celles-ci eurent été écartées, de voir l'U.R.S.S. et la Malaisie, au nombre des invités du « deuxième Bandoung ». Le principe, à ses yeux peu raisonnable, de ce « deuxième Bandoung » étant admis, la R.A.U. ne se livra à aucune manœuvre et, pour en faire un succès, essaya seulement de persuader ses interlocuteurs en général, d'écarter les sujets litigieux et son interlocuteur chinois en particulier, de ne pas s'opposer à la participation soviétique (18). Si, le 9 juin, Shastri qui s'était arrêté au Caire — en route pour le Canada, avait accepté que la Conférence ne traitât pas des conflits bilatéraux, le gouvernement indien ne tardait pas à marquer son désaccord avec la proposition chinoise tendant à créer un secrétariat permanent de la conférence. Celui-ci eût siégé, soit à Djakarta, soit à Alger et eût été l'émanation de l'Organisation de solidarité afro-asiatique et de l'O.U.A. (19).

Vers le 20 mai, des invitations avaient été lancées à 64 pays et à 19 mouvements de libération (20), mais ni la Malaisie, ni l'U.R.S.S., ni la Corée du Sud, ni le Sud-Vietnam n'avaient été invités et, le 31 mai, un porte-parole du Gouvernement algérien avait annoncé que si la participation du Congo - Léopoldville était la bienvenue, en revanche la présence de M. Tshombé était indésirable à Alger.

*
* *

Survinrent « les événements du 19 juin », alors qu'on ignorait toujours si l'U.R.S.S. et la Malaisie pourraient venir à Alger. Anxieuse de sauver une conférence, dont elle espérait encore se servir pour faire triompher sa politique mondiale, la Chine s'empressa de reconnaître le nouveau régime, assurée que celui-ci continuerait à travailler à ses côtés, pour une manifestation dans laquelle M. Boumedienne voyait « un hommage rendu à l'Algérie elle-même », quelles que fussent les réticences du Conseil de la Révolution en général et du colonel Boumedienne en particulier, à l'égard du grand dessein du chef du gouvernement déchu. Le 21 juin, en effet, le Ministre des Affaires étrangères du gouvernement algérien, sans doute aussi peu confiant dans le succès de la conférence que soucieux de dégager la responsabilité de son pays en cas d'échec, déclarait : « Des informations diffusées à travers le monde par des organes de presse et certaines radios aux ordres de l'impérialisme tentent de compromettre le succès de cette réunion historique qui porte en elle les meilleurs espoirs du Tiers Monde » (21). Toutefois, les

(18) Le 1^{er} avril eut lieu un premier entretien Chou En Lai-Nasser-Ali Sabri (Premier Ministre égyptien), à l'issue duquel aucun communiqué ne fut publié.

(19) L'opposition indienne fut rendue publique dès le 18 juin, ce qui n'empêcha pas que, le 20 juin, Chou En-lai, du Caire, où il se trouvait, continuait à défendre son projet.

(20) Notamment deux mouvements angolais du G.R.A.E. (Holden Roberto) et du M.P.L.A. (Andrade, Neto).

(21) Cité d'ap. *Révolution Africaine*, 26 juin 1965.

paroles intransigeantes prononcées la veille par le président Sukarno, semblaient mal faites pour rallier les hésitants : « Les pays qui ne luttent pas irréductiblement contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme, ne doivent pas participer à la prochaine conférence afro-asiatique » (22).

Les obstacles n'allaient pas tarder à se révéler insurmontables. Le 21 juin en effet, les 13 pays afro-asiatiques anglophones (23), réunis à Marlborough House où se déroulait la Conférence des Etats du Commonwealth, dont la date avait été fixée précisément en fonction de celle de la réunion d'Alger, demandaient au gouvernement algérien d'ajourner le sommet afro-asiatique, tandis que le Dr. Banda, Premier Ministre du Malawi, déclarait sans ménagement qu'il ne se rendrait pas dans la capitale algérienne tant que la situation y demeurerait « fluide ». Pourtant le Chargé d'affaires de Chine à Londres, et deux émissaires du Conseil de la Révolution avaient été spécialement dépêchés par leurs gouvernements respectifs pour tenter de faire revenir sur leur décision les Premiers Ministres du Commonwealth. On apprit alors que les pays de l'O.C.A.M., ainsi que la Birmanie, avaient fait part de leur décision de s'abstenir et que le Libéria, la Tunisie et la Turquie étaient pour l'ajournement. Le 29 juin, le gouvernement algérien n'en annonçait pas moins que « pour mettre un terme à toutes les rumeurs », la conférence aurait lieu comme prévu, et M. Bouteflika voyait au Caire MM. Nasser et Chou En-lai. Il était de retour à Alger, accompagné du ministre égyptien des Affaires étrangères, Mahmoud Riad, le 24, quand le Comité Permanent prononça le renvoi au 26 juin de la réunion des Ministres des Affaires étrangères. Ce jour-là, 35 délégations se trouvaient à Alger. Les diplomates des pays arabes tinrent alors une réunion à l'Aletti; ils y constatèrent que tous étaient favorables au renvoi de la conférence; mais que bien peu osaient le dire à haute voix. M. Mongi Slim aurait été le « premier à parler net » (24). Signalant que sur 36 pays africains, 10 seulement étaient représentés, et que 6 d'entre eux étaient des pays arabes, il insista sur le caractère dérisoire d'un rassemblement qui eût été arabo-asiatique et non pas afro-asiatique, et plaida l'ajournement auprès du colonel Boumedienne. On connut à peu près au même moment le refus définitif des pays du Commonwealth. Le 25 juin, on apprenait que 6 pays d'Asie — Ceylan, l'Inde, le Japon, la Mongolie, les Philippines et la Thaïlande, allaient déposer une motion demandant l'ajournement. Et le soir même, comme un don du ciel, une bombe au plastic explosait à la cafeteria du Club des Pins. Tous les hésitants s'empressèrent d'y reconnaître une confirmation de leur impression que le gouvernement Boumedienne ne tenait pas la situation assez en main pour garantir la sécurité des chefs d'Etat et de gouvernement présents ou attendus à Alger. Coup sur coup, on annonçait que ni Chou En-lai, ni Nasser, ni Shastri, ni Sukarno n'assisteraient à la conférence. Le 26 juin, toutes les délégations africaines et arabes, puis le maréchal Chen Yi lui-même, s'étaient ralliés à l'ajournement. Le même jour, sur la suggestion du ministre pakistanaï des Affaires étrangères, M. Bhutto, la conférence des Ministres des Affaires étrangères fut décommandée au

(22) *Révolution Africaine*, 26 juin 1965.

(23) Y compris Chypre, mais à l'exclusion de la Malaisie qui n'avait pas reçu d'invitation.

(24) Voir *Jeune Afrique*, 11 juillet 1965 : « La Conférence évanouie ».

profit d'une réunion du Comité préparatoire permanent (25). Celui-ci tint une séance à 19 heures. Constatant l'absence de très nombreuses délégations, il déclara qu'un *consensus* général s'était dégagé en faveur du renvoi du sommet afro-asiatique au 5 novembre prochain (26). Le maréchal Chen Yi, qui avait déjà fait allusion au problème de la sécurité des hommes d'Etat invités, s'empessa de donner une interview, où il accusait l'impérialisme d'avoir saboté la conférence et présentait l'ajournement de celle-ci comme le meilleur moyen d'en déjouer les manœuvres. Deux jours plus tard, les présidents Nasser, Sukarno, Chou En Lai et Ayoub Khan se rencontraient au Caire; le 30 juin un communiqué commun était publié à l'issue de leurs conversations. Il semble qu'alors, les Chinois considérèrent que la conférence devrait avoir lieu dans un avenir rapproché.

Les Algériens eux aussi le souhaitaient, même si la plupart d'entre eux jugeaient que « le 19 juin avait été un facteur d'arrêt » et qu'à cette date, elle « était matériellement impossible » (27). En revanche, d'autres, parmi les « révolutionnaires », souvent considérés comme pro-chinois, estimèrent que le 19 juin avait renversé la conjoncture africaine et non seulement retardé la réunion, mais l'avait rendue impossible. Pour eux, « la chute de Ben Bella provoqua dans les pays progressistes une psychose telle qu'ils hésitèrent à tenir une conférence à partir du moment où l'équilibre politique se fut renversé en leur défaveur ». Le 19 juin a été « un cran d'arrêt à l'élan né en 1958 » (28), aussi les pays africains ont-ils été surpris fâcheusement de la reconnaissance immédiate du régime Boumedienne par la Chine. Tous ont envoyé à Boumedienne des messages pour lui demander de veiller à la sécurité de Ben Bella — la Guinée, le Mali, la Mauritanie, comme ceux du Commonwealth et aucun d'entre eux n'avait la « moindre intention de participer à la conférence », si par hasard elle se fût tenue (28). On est donc conduit à la conclusion que, dès la fin de juin 1965, la Chine s'était en partie aliéné la bonne volonté de la plupart des gouvernements africains, assez peu désireux d'épouser ses querelles idéologiques ou territoriales et assez portés à la soupçonner de vouloir se servir des petits pays pour faire prévaloir ses ambitions nationales.

*
* *

L'Algérie pourtant s'employa dès le mois de juillet, et sans désespérer, à la préparation de la conférence de novembre. Ses ministres parcoururent l'Afrique et l'Asie. M. Boutefflika visita les capitales d'Afrique occidentale pour exhorter les chefs d'Etat à venir à Alger; M. Boumaza, ministre de l'Information, se rendit au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie; le Dr Tedjani Haddam, ministre de la Santé, réussit à obtenir l'accord de M. Tsiranana. D'autre part, le Dr Taleb, ministre de l'Education, alla en Arabie séoudite et à Koweït; M. Rabah Bitat, ministre d'Etat, conduisit une déléga-

(25) Voir *Le Monde*, 29 juin 1965.

(26) Cf. Documents, V, 1.

(27) D'après les déclarations faites à l'auteur de MM. Nekli et Zirout, respectivement Directeur d'Afrique et Directeur d'Asie au ministère des Affaires étrangères algérien (novembre 1965).

(28) Telle fut la pensée très clairement exprimée à l'auteur par M. Ould Ali, chargé d'affaires du Mali à Alger (novembre 1965).

tion en Chine, en Indonésie, en Birmanie, au Pakistan. Le 30 août, un communiqué, publié à Pékin, réaffirmait la volonté commune de la Chine et de l'Algérie de travailler au succès de la conférence et, le 6 septembre, Rabah Bitat faisait une déclaration selon laquelle Sukarno, le général Ne Win, Chou En-lai et Ayoub Khan promettaient d'aller à Alger. La R.A.U. seconda l'Algérie dans ses efforts. Le 10 août, le général Ali Sabri recevait un message de Chou En Lai affirmant la volonté de la Chine de tenir la conférence et le 7 septembre encore, au cours d'une visite à Alger, le maréchal Chen Yi parla dans le même sens.

Pourtant l'attitude chinoise était déjà moins ferme. Le déclenchement des hostilités entre l'Inde et le Pakistan, après la déclaration radiodiffusée de Shastri annonçant que l'Inde répondrait à la force par la force (13 août), l'accueil fort réservé fait au Ministre des Affaires étrangères chinois au cours de sa tournée africaine de l'été, alors que se précisait l'escalade américaine au Vietnam et que la Chine cherchait à obtenir la condamnation formelle des Etats-Unis, de la part d'Etats qui étaient tous tributaires de l'aide américaine, inclinaient Pékin à poser des conditions. A cet égard, la conférence de presse, donnée le 29 septembre par le Maréchal, est essentielle. Un sommet afro-asiatique, proclamait-il, doit, pour être utile : « 1) condamner l'impérialisme américain « ouvertement et spécifiquement », et non en termes vagues, comme le souhaitent les pays africains; 2) refuser d'admettre un représentant de l'O.N.U., qui ne serait qu'un mandataire des Etats-Unis; 3) refuser la présence de l'U.R.S.S. ». Ces conditions remplies, ce sommet serait beaucoup plus important que le 1^{er} Bandoung, si, en outre, il pouvait adopter une résolution appelant tous les pays afro-asiatiques à édifier des économies nationales, en ne comptant que sur eux-mêmes ou en s'aidant mutuellement dans l'égalité, et en dehors de toute aide impérialiste. En tout cas, si la conférence n'avait pas toutes les chances de réussir, il fallait la remettre à des jours meilleurs.

La Chine voulait avant tout l'élimination de l'U.R.S.S., mais la visite à Moscou du colonel Nasser et ses déclarations en faveur de la participation soviétique étaient un premier avertissement; et surtout la constatation par le maréchal Chen Yi que tous les dirigeants africains auxquels il s'était adressé, même les plus « révolutionnaires » n'acceptaient pas l'élimination d'un pays qui avait plus que tout autre aidé les peuples colonisés dans leur lutte libératrice, le convainquirent de l'inutilité des efforts chinois pour obtenir une majorité contre l'U.R.S.S.; il nota aussi l'impossibilité de réunir une majorité pour une condamnation absolue de l'agression américaine au Vietnam.

Au contraire, l'U.R.S.S. avait multiplié les efforts diplomatiques, discrets, mesurés, bien ajustés, auprès des Africains, si bien que, pour ne pas siéger à ses côtés, il fallait à tout prix, ruiner la conférence. Quelques jours plus tard, un autre élément s'ajouta à tous les autres pour durcir la position chinoise. Au début d'octobre en effet, un coup d'Etat élimina les éléments pro-communistes en Indonésie et les mesures et les démonstrations anti-communistes se multiplièrent dans le pays qui avait été l'appui le plus sûr de la Chine. Le 22 octobre, Chou En-lai adressait un message aux chefs d'Etat. Il

y disait que les circonstances exigeaient qu'on évitât de réunir une conférence où s'affronteraient les pays afro-asiatiques et qui risquerait de conduire à une scission; aussi, dès le 19, la Chine et le Cambodge avaient-ils déposé, devant le Comité permanent, une motion d'ajournement, en accord avec le Pakistan, le Nord-Vietnam, la Corée du Nord, la Tanzanie et « quelques autres ». Le 22 octobre encore, l'Agence Chine Nouvelle, publiait une déclaration critiquant l'Indonésie — qui avait changé de camp, et l'Algérie, pour leur insistance à vouloir tenir la conférence. Tour à tour les chefs d'Etat du Cambodge, de la Tanzanie, des Philippines, de la Guinée, du Congo-Brazzaville, soutinrent la demande chinoise d'ajournement.

A partir du 15 octobre, le Comité Permanent, en l'absence des délégués du Cambodge, de l'Éthiopie, du Malawi, de la Tanzanie et de la Zambie, tint plusieurs séances, au cours desquelles, l'Inde combattit sans relâche la proposition sino-cambodgienne (29). Le 20 octobre, il adoptait une résolution indonésienne chargeant l'Algérie, en tant que puissance invitante, de donner, pour le 24, la liste des participants. Le 25, le délégué de la Chine insistait pour que fût respectée la règle de l'unanimité; mais la délégation algérienne annonça que 50 des 60 invités avaient accepté de venir à Alger et que les ministres des Affaires étrangères se réuniraient le 28 octobre. Le lendemain 26, le gouvernement chinois se déclarait « profondément convaincu que l'ajournement de la deuxième conférence afro-asiatique est dans l'intérêt de la cause de l'unité des peuples afro-asiatiques contre l'impérialisme ». Un porte-parole du gouvernement algérien, tout en reconnaissant que la conférence « serait grandement diminuée si la Chine en était absente », posa la question de savoir si une grande puissance, représenterait-elle 45 % de la population de l'Asie, « pouvait imposer sa volonté à 50 autres nations plus petites ». Question capitale à notre avis, car elle dévoile à quel point les pressions chinoises avaient heurté les petits pays, jaloux de leur indépendance, et dont le principal grief contre l'O.N.U. était précisément le veto des grandes puissances, veto dont ils demandaient la suppression. L'Algérie se faisait ici l'interprète de leur pensée profonde. On apprit deux jours plus tard qu'elle avait rejeté la proposition chinoise de tenir le « sommet » dans un délai de 3 mois, à condition que l'U.R.S.S. n'y fût pas invitée.

*
**

La conférence des Ministres des Affaires étrangères fut repoussée du 28 au 30 octobre, en raison du retard de certaines délégations. 45 pays étaient alors représentés à Alger, dont une vingtaine à l'échelon ministériel. Ni les clients asiatiques de la Chine, ni la Guinée, ni la Tanzanie, ni le Congo-Brazzaville, n'assistèrent aux réunions. A l'ouverture de la première séance, M. Bouteflika, qui allait être élu président, souligna les efforts de son gouvernement pour créer les conditions matérielles du succès et déplora l'absence de la République populaire de Chine qui « se faisait cruellement sentir ». Aussitôt deux préalables s'affrontèrent. La délégation indienne présenta un

(29) L'acharnement de l'Inde et sa campagne pour « avoir » une conférence sans la Chine et le Pakistan « agaça » également bien des délégations.

projet de résolution demandant l'envoi d'invitations à l'U.R.S.S. et à la Malaisie-Singapour. Le délégué du Mali, soutenu par le Pakistan, réclama l'ajournement et la discussion immédiate de sa proposition. Le Japon voulut inviter la Corée du Sud, les Philippines songeaient aussi au Sud-Vietnam, tandis que la Tunisie proposait d'inviter les 4 pays. Le lendemain, malgré l'appui de la Nigéria, l'Inde, n'ayant pas réussi à rallier assez de délégations à sa motion, la discussion porta sur la demande d'ajournement. Mais il fallut recourir à un sous-comité de 9 membres (30), formé à l'initiative du ministre marocain des Affaires étrangères, M. Benhima, pour rédiger une proposition d'ajournement.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, la conférence était ajournée *sine die*. La déclaration regrettait l'absence de « nombreux pays invités » et faisait état de graves conflits divisant les pays afro-asiatiques. De son côté, M. Bouteflika révélait qu'un consensus très clair s'était dégagé en faveur de la participation soviétique. Maintes fois, la *Pravda* (31) avait rappelé que la lutte contre l'impérialisme incombait aux pays socialistes et avant tout au plus puissant d'entre eux, autrement dit à l'U.R.S.S. La plupart des pays représentés à Alger, et en premier lieu l'Algérie, ne pouvaient s'empêcher de remarquer que l'U.R.S.S. avait sa place parmi « les forces progressistes » qui « avaient puissamment aidé à la libération des peuples opprimés » (32).

La Chine avait forcé la mise. Elle avait semé l'alerte par ses aventures en Afrique orientale et au Congo, elle avait inquiété par ses menaces contre l'Inde, elle avait irrité par sa dénonciation de tous les Etats non-alignés qui voulaient arrêter la guerre au Vietnam par la négociation, elle avait indigné par ses applaudissements devant la prolifération des armes nucléaires. En fait elle s'était dressée contre quelques-uns des principes essentiels de l'« esprit de Bandoung ». Car l'afro-asiatisme, dont elle se faisait l'ardent protagoniste n'avait plus grand chose à voir avec les *Pan Shila* chers à Nehru. Parmi les composantes de la version 1955 de l'afro-asiatisme, laquelle avait trouvé son prolongement à Belgrade en 1961, et était bien différente de celle qui fut élaborée au Caire, une seule se retrouve dans l'afro-asiatisme repensé par la Chine et ses amis, l'anti-colonialisme. Mais en 1965, alors que peu de pays restaient sous la domination étrangère, il apparut à l'évidence que le néo-colonialisme n'était pas un ciment comparable au vieil impérialisme.

Cette vérité décevante avait déjà éclaté à Accra où, sans doute, le sommet africain avait pu se réunir le 21 octobre, mais où celui qui, depuis 7 ans, s'était posé en prophète de l'unité africaine, avait en vain accompli son voyage à Canossa (33) puisqu'il n'avait réussi ni à convaincre les 8 Républiques francophones d'assister à sa conférence, ni à arracher l'adhésion de la Nigéria et avait finalement vu rejeter sa proposition de compromis visant à créer un exécutif de l'O.U.A. L'unité ne se refit un instant que contre la Rhodésie de Ian Smith, mais ceux que l'*Osagyefo* n'a cessé depuis 1958 de traiter de

(30) Algérie, Ceylan, Ethiopie, Inde, Indonésie, Mali, Nigéria, Maroc, R.A.U.

(31) Voir *Times*, 29 octobre 1965.

(32) *Révolution Africaine*, 6-13 novembre 1965.

(33) *Economist*, 16 octobre 1965. Le voyage de M. Nkrumah à Bamako et la promesse d'expulser d'Accra les réfugiés qui conspiraient contre ses voisins ne décida pas ceux-ci à faire le voyage à Accra.

fantoches néo-colonialistes ne se sont pas montrés disposés à envoyer des représentants à ce fameux Parlement de l'Afrique, pour lequel il a bâti « son palais fabuleux et fabuleusement cher ». Et les Africains ne s'entendirent même pas sur la conférence d'Alger, malgré la campagne de couloirs du colonel Boumedienne (34).

En fait, la désunion africaine ne fut qu'une modeste préfiguration de la désunion afro-asiatique, qui fut la raison profonde de l'échec d'Alger. Mais quel fut le rôle de l'Algérie dans tout cela ? En juin, on peut affirmer, sans grand risque d'erreur, que de même que l'éventuelle réunion du « sommet » afro-asiatique précipita la chute de Ben Bella, auquel ses adversaires ne pouvaient pas laisser une chance, si ténue soit-elle, de redorer son blason, de même le coup d'état militaire hâta l'ajournement souhaité par la grande majorité des puissances invitées et leur évita de prendre leurs responsabilités. Mais il serait hasardeux de prétendre que, si Ben Bella était resté au pouvoir, il eût pu sauver une conférence qui, en dépit de ses vœux les plus chers, était moins la sienne que celle de la Chine et, subsidiairement, de l'Indonésie. En octobre, l'aggravation des tensions au sein du Tiers Monde, la défaite du Parti Communiste en Indonésie, les échecs diplomatiques de la Chine en Afrique, où elle ne put ni arracher une condamnation sans appel de l'agression des Etats-Unis au Vietnam, ni l'élimination de l'U.R.S.S. du sommet algérien, et aussi la démonstration de force donnée par Washington et les pressions exercées par les Etats-Unis sur certains de leurs clients ou débiteurs, condamnaient irrémédiablement la conférence, quelles que pussent être les démarches de la puissance invitante pour rallier les récalcitrants. Au reste, cette conférence n'était pas celle de l'Algérie de Boumedienne, mais comme nous le faisons remarquer, en novembre dernier, un haut fonctionnaire du gouvernement algérien, elle était « une hypothèque héritée du régime déchu ». Boumedienne lui-même n'aurait-il pas déclaré qu'il ne voyait pas en quoi les millions consacrés à des bâtiments qui ne serviraient que quelques semaines feraient avancer la construction du socialisme ? Comme presque tous les gouvernements africains, le gouvernement algérien est plus préoccupé par les problèmes du développement que par les conflits idéologiques, d'où son insistance à vouloir une conférence à laquelle participerait l'Amérique latine.

Si la conférence évanouie révèle une survivance tenace de l'esprit de Bandoung, il faut, selon nous, la chercher dans l'acharnement de tous les pays, petits et moyens, à affirmer leur indépendance en face des Grands. Tous, même des amis de la Chine, comme le Mali et la Tanzanie, ont aux côtés de l'Algérie ou de l'Egypte, rejeté les prétentions chinoises à diriger leur combat, et se sont montrés aussi choqués par ses ingérences dans la politique intérieure des divers Etats que par son fanatisme puritain dans l'ordre économique. C'est ce qu'exprimait fort nettement M. Ould Ali quand il nous disait que le Mali, et tous les pays africains « prenaient leurs propres responsabilités, en dehors de la Chine et de l'U.R.S.S. ». C'est ce que répétait M. Nutakar, premier conseiller près l'ambassade du Ghana à Alger, lorsqu'il affirmait : « Le Ghana n'a pas pris sa décision en fonction des exigences de la Chine,

(34) *Economist*, 30 octobre et 6 novembre.

mais après une analyse de la situation internationale ». C'est ce qui ressort du commentaire de l'agence officielle A.P.S. : « La Chine populaire quelles que soient ses raisons, peut-elle, au nom de la solidarité afro-asiatique, au nom du progressisme, ignorer délibérément la volonté des 47 pays qui se retrouveront au Palais des Nations ? » (35).

La volonté d'indépendance, la peur de la guerre, le désir de recourir à toutes les formes d'assistance pour sortir du dénuement, tels sont à notre avis celles des composantes de l'esprit de Bandoung qui survivent aux assauts de l'afro-asiatisme revu par une Chine qui, depuis 1955, a pris l'assurance d'une grande puissance. Aussi pensons-nous que si l'afro-asiatisme est dépassé, le concert des nations prolétaires, élargi au continent américain, assume aujourd'hui la part la moins contestable de l'héritage de Bandoung.

Odette GUTTARD.

(35) Cité d'après *Le Monde*, 31 octobre-1^{er} novembre 1965.